

ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE ET D'ENTRAIDE DE L'ÉCOLOGIE de la HAUTE-VIENNE

affiliée à la Fédération Nationale des ASCE

STATUTS

TITRE I – GENERALITES

Article 1 – Création

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 modernisée par la loi n°2003-709 du 1^{er} août 2003 affiliée à la Fédération Nationale des Associations Sportives Culturelles et d'Entraide agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports sous le n°75 S 100 du 13 novembre 1972 pour le sport et agréée comme Association Nationale de Jeunesse et d'Éducation Populaire par l'arrêté du 13 mars 1986.

DENOMINATION : « Association Sportive, Culturelle et d'Entraide de l'Écologie de la Haute-Vienne »

SIGLE : ASCEE 87

OBJET : La promotion et le développement d'actions sportives, culturelles et d'entraide pour resserrer les liens amicaux entre tous les membres de l'association.

SIEGE SOCIAL :

ASCEE 87
Immeuble «Le Pastel»
22 rue des pénitents blancs
87032 LIMOGES CEDEX

La durée de l'association n'est pas limitée.

Article 2 – Définition

L'Association Sportive, Culturelle et d'Entraide de l'Écologie de la Haute Vienne groupe en une association amicale l'ensemble des personnels travaillant ou ayant travaillé :

- à la direction départementale des territoires de Haute-Vienne¹ (DDT),
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin¹ (DREAL),
- à la direction interdépartementale des routes centre-ouest (DIRCO)
ainsi que leurs ayants droit.

Article 3 – Buts

L'Association Sportive, Culturelle et d'Entraide de l'Écologie a pour but de :

- resserrer les liens amicaux et professionnels entre les personnels des différents services,
- promouvoir et développer le sport et la culture par l'organisation et la création d'activités,
- promouvoir et développer toute action d'entraide entre ses membres tant dans les domaines sociaux que culturels et des loisirs,
- réaliser la création de structures d'accueil et en assurer la gestion,
- les groupements d'achats.

1 - ~~EX-DDE~~

L'Association Sportive, Culturelle et d'Entraide de l'Ecologie peut agir seule ou en partenariat avec d'autres associations analogues sur des activités ponctuelles.

L'action de l'association est indépendante de toute considération politique, syndicale, philosophique ou confessionnelle.

Article 4 – Affiliation

Dans le cadre de son affiliation à la Fédération Nationale des Associations Sportives, Culturelles et d'Entraide (FNASCE), ses membres peuvent participer aux manifestations nationales organisées par cette dernière ; ils s'engagent à se conformer intégralement aux statuts et réglementations et à se soumettre aux sanctions disciplinaires qui leur seraient infligées par l'application des dits règlements.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cadre d'une affiliation de l'ASCEE à d'autres fédérations nationales (exemple : FFSE, FFF, UFOLEP...).

Article 5 – Ressources

Les ressources de l'association proviennent :

- des aides de la FNASCE,
- des cotisations de ses membres,
- des aides :
 - - de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin(DREAL) –
 - - de la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne (DDT),
 - - de la direction interdépartementale des routes centre-ouest (DIRCO),
- des libéralités faites par les membres bienfaiteurs,
- des versements éventuellement effectués par les membres honoraires,
- des subventions et aides diverses dans le cadre de la législation en vigueur,
- du produit des activités organisées par l'association,
- des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède,
- du produit des souscriptions, collectes et quêtes effectuées auprès de ses membres ou du public, sous réserve d'avoir obtenu pour celles-ci les autorisations nécessaires.

Article 6 – Affectation des excédents

Dans l'hypothèse d'un résultat d'exercice excédentaire, les sommes dégagées seraient affectées dans le projet social de l'Association dans les domaines du sport, de la culture, de l'entraide et des structures d'accueil.

Article 7 – Composition de l'association

L'association est constituée de tous les adhérents qui ont été régulièrement admis après avoir rempli le bulletin d'adhésion.

L'association comprend des membres actifs, des ayants droit, des membres extérieurs, des membres honoraires, des membres bienfaiteurs et des membres occasionnels. Le nombre de ses membres est illimité.

1. Les actifs

Il s'agit des personnes ci-après à jour de leur adhésion :

- a) les agents en fonction dans les services départementaux, régionaux, interrégionaux, interdépartementaux ou nationaux du MEDDE dont le siège est situé en Haute-Vienne²
- b) les agents restés sous la tutelle du MEDDE mais affectés dans l'une des directions interministérielles dont le siège est situé dans le département de Haute-Vienne³,
- c) les personnes ayant été en fonction dans un service de l'Equipement⁴,

2 Cela inclut les agents issus d'autres administrations (préfecture, DDAF, SDAP, DIREN, DRIRE) qui sont dans les DDEA ou rejoindront les futures DDT et DREAL

3 Cela concerne les agents des ex-DDE et DRE qui seront amenés à travailler dans les nouvelles directions interministérielles (DDCSPP, DDPP, DDCS)

4 Cela inclut les agents transférés dans les collectivités territoriales (conseil général, conseil régional ou communes)

d) les personnes résidant dans le département du siège de l'ASCEE mais travaillant dans un des services définis à l'article 2 dont le siège est situé dans un autre département⁵,

e) les personnes retraitées des services du MEDDE, de l'ex-ministère de l'Équipement,

f) les personnes retraitées de la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne et d'autres ministères sous réserve qu'elles étaient déjà adhérentes de l'ASCEE lorsqu'elles étaient en activité⁶.

Pour ces adhérents, la carte d'adhésion est familiale.

2. Les ayants droit

Il s'agit :

a) du conjoint (époux, concubin déclaré, pacsé) du membre actif,

b) des enfants et des personnes à charge du membre actif de moins de 25 ans,

c) des enfants handicapés du membre actif sans limite d'âge.

Ils n'ont pas le droit de vote et ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

3. Les extérieurs

Il s'agit :

a) de personnes autres que celles définies à l'article 7 – alinéa 1 et à l'article 7 – alinéa 2 agréées par le comité directeur qui participent aux activités de l'association dans le but de faire vivre une section. Ils ne peuvent :

– bénéficier des avantages sociaux, tels que sorties subventionnées par le ministère, arbre de Noël,

– solliciter de séjour en unité d'accueil. Ils peuvent toutefois accompagner un demandeur membre actif,

b) des enfants des membres actifs ayant atteint 25 ans qui participent aux challenges nationaux de la FNASCEE.

Ils ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

La carte d'adhérent est individuelle.

4. Les membres honoraires

Le titre de «membre honoraire» peut être décerné par le comité directeur aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'association et que celle-ci veut particulièrement honorer. Ils ne font pas obligatoirement partie d'un service mentionné à l'article 2.

Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu, le droit de faire partie de l'association sans être tenues de payer ni cotisation annuelle, ni droit d'entrée aux manifestations organisées par l'association.

Sauf s'ils font partie d'un service mentionné à l'article 2, ils ne peuvent pas :

– bénéficier des avantages sociaux, tels que sorties subventionnées par le ministère,

– solliciter de séjour en unité d'accueil. Ils peuvent toutefois accompagner un demandeur membre actif.

Ils ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

La carte d'adhérent est individuelle.

5. Les bienfaiteurs

Sont reconnus «membres bienfaiteurs» toutes personnes physiques ou morales agréées par le comité directeur qui contribuent à la prospérité de l'ASCEE en versant une souscription annuelle à l'association.

Sauf s'ils font partie d'un service mentionné à l'article 2, ils ne peuvent pas :

– bénéficier des avantages sociaux, tels que sorties subventionnées par le ministère,

– solliciter de séjour en unité d'accueil. Ils peuvent toutefois accompagner un demandeur membre actif.

Ils ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

⁵ Cela concerne les personnes qui travaillent dans un service (ou une direction) national ou interrégional

⁶ Cela concerne les retraités qui n'ont jamais été dans un service du MEEDDAT mais qui ont fini leur carrière dans les nouvelles directions citées dans l'article 2

6. Les membres occasionnels

Ce sont des personnes qui participent à des manifestations ponctuelles organisées par l'ASCEE, y compris pour le compte des services définis à l'article 2 dont le siège est situé dans le département de Haute-Vienne.

Elles ne peuvent bénéficier des avantages sociaux, tels que sorties subventionnées, unité d'accueil.

Leur adhésion est à la journée et individuelle.

Elles ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

7. Perte de la qualité de membre adhérent

La qualité de membre adhérent se perd :

- par démission,
- par non-renouvellement de son adhésion,
- par radiation prononcée à la majorité des deux-tiers des membres du comité directeur pour motifs graves, après audition de la personne intéressée qui aura été appelée à fournir toutes explications,
- par décès. Toutefois dans le cadre de l'action «Brin de Muguet», le conjoint et/ou les enfants de l'adhérent décédé peuvent continuer à bénéficier des avantages de l'ASCEE en tant qu'ayant droit.

TITRE II – ADMINISTRATIONS ET FONCTIONNEMENT

Article 8 – Le comité directeur

L'ASCEE est administrée par un comité directeur de 15 membres au plus.

Ses membres sont élus pour 3 ans par les membres actifs et sont renouvelables par tiers chaque année.

En même temps que le renouvellement du tiers sortant, il est procédé au comblement des vacances de postes ouverts en cours d'exercice. Ces derniers sont pourvus en fonction du résultat du vote par les candidats élus qui ont obtenu le moins de suffrages. Leur mandat prend fin à l'expiration normale de celui des membres remplacés.

En cas d'égalité de voix, c'est le candidat le plus âgé qui l'emporte.

Pour être éligible ou rééligible au comité directeur, le candidat doit être :

- membre actif de l'ASCEE,
- à jour de son adhésion,
- âgé de 18 ans au moins au jour de l'élection.

Article 9 – Perte de la qualité de membre du comité directeur

La qualité de membre du comité directeur se perd par :

- démission,
- radiation,
- exclusion,
- décès.

La radiation et l'exclusion ne peuvent être obtenues qu'à la majorité des deux tiers des membres du comité directeur de l'ASCEE, le vote ayant lieu à bulletin secret.

Par ailleurs, tout membre du comité directeur qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, été absent à 3 réunions du comité directeur consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Article 10 – Réunion du comité directeur

Le comité directeur se réunit au moins une fois par trimestre. Il peut toutefois se réunir exceptionnellement sur décision du président ou à la demande de la moitié de ses membres.

La présence du tiers des membres du comité directeur est nécessaire pour valider les délibérations.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général ; ils sont collés et transcrits sur le registre prévu à cet effet.

Article 11 – Les votes

Les votes ont lieu à la majorité absolue des membres votants présents et des pouvoirs donnés par les membres empêchés. L'abstention ne compte pas dans le calcul des voix.

Chaque membre présent ne peut recevoir plus de 3 pouvoirs. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Ils ont lieu à bulletin secret à la demande d'un seul membre du comité directeur.

Article 12 – Le bureau

A chaque renouvellement des membres du comité, ceux-ci élisent parmi eux, un bureau dont les membres sont sous la tutelle du MEDDE composé de :

- un président,
- un ou plusieurs vices-présidents,
- un secrétaire général,
- un secrétaire-adjoint,
- un trésorier général,
- un trésorier-adjoint.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le bureau se réunit entre les sessions du comité directeur. Il peut s'adjoindre les conseillers techniques qu'il juge nécessaire pour des raisons d'efficacité et en raison de l'espacement de ses réunions. Le comité directeur accorde la délégation de pouvoirs au bureau pour les décisions concernant le fonctionnement courant de l'ASCEE.

Ces délégations sont écrites et renouvelées chaque année.

Les procès-verbaux du bureau sont collés et transcrits sur le registre des délibérations du comité directeur et sont signés par le président et le secrétaire général.

Article 13 – Le Président

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du bureau et du comité directeur et d'assurer le bon fonctionnement de l'association.

Il représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour agir en justice, tant en demande qu'en défense.

Il représente officiellement l'association auprès des pouvoirs publics et de toute autre instance.

Il signe tout document engageant la responsabilité morale ou financière de l'association.

Il dirige les travaux du comité directeur.

Il est assisté par un ou plusieurs vices-présidents auxquels il peut déléguer une partie de ses attributions.

Article 14 – Le secrétaire général

Le Secrétaire Général assure le fonctionnement administratif de l'association dans le respect des règles applicables.

Il est chargé des convocations, de la rédaction des procès-verbaux et de la correspondance.

Il est responsable de la conservation des archives de l'association et de la tenue de tout document imposé par la loi et la réglementation.

Il peut être assisté d'un secrétaire-adjoint qui le supplée en cas d'absence.

Article 15 – Le Trésorier Général

Le Trésorier Général assure le fonctionnement financier de l'association dans le respect des règles applicables.

Il perçoit les fonds et règle toutes les dépenses autorisées dans le cadre des comptes dont il a la gestion.

Il est responsable de la comptabilité générale de l'association.

En fin d'exercice, il présente l'ensemble des comptes de l'association et le soumet pour examen aux vérificateurs aux comptes avant sa présentation à l'assemblée générale.

En cas de démission ou d'empêchement prolongé, ses fonctions sont exercées par le trésorier général intérimaire jusqu'à l'élection d'un nouveau trésorier général. Le trésorier-adjoint assiste le trésorier général et assure son intérim en cas d'empêchement.

Article 16 – Vérification des comptes

Un ou plusieurs vérificateurs aux comptes sont chargés du contrôle de la bonne exécution des comptes de l'association.

Ils sont élus par les membres actifs pour un an et sont rééligibles.

Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de membre du comité directeur.

Ils doivent être majeurs et membres actifs de l'ASCEE.

Leurs fonctions ne peuvent donner lieu à rémunération.

TITRE III – ASSEMBLEES GENERALES

Article 17 – Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association. Elle délibère sur les rapports relatifs à la gestion du comité directeur et à la situation morale et financière de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et fixe la cotisation de base.

Elle se réunit une fois par an sur convocation du président de l'ASCEE ou chaque fois que de besoin sur la demande du quart au moins de ses membres.

Le bureau de l'assemblée générale est celui du comité directeur.

Les convocations doivent être adressées aux adhérents au moins quinze jours avant la date fixée et être accompagnées de l'ordre du jour.

L'assemblée générale est valablement constituée si le nombre d'adhérents présents ou représentés est égal à au moins 50% des adhérents de l'association.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale est convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, dans l'heure qui suit : cette assemblée peut cette fois délibérer quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés.

Article 18 – Assemblée générale extraordinaire

Une assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Président de l'ASCEE :

- si la demande en est faite par le quart des adhérents ou par la majorité des membres du comité directeur,
- en cas d'urgence, à la diligence du président avec l'accord du bureau.

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur et comporte obligatoirement les questions dont l'examen aura

été demandé préalablement.

Aucune assemblée générale extraordinaire ne peut se tenir plus de soixante (60) jours après que la date a été portée à la connaissance des adhérents sans que ce délai, même en cas d'urgence, puisse être inférieur à quinze (15) jours.

Une assemblée générale extraordinaire peut se tenir le même jour que l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire n'est valablement constituée que si le nombre des adhérents présents ou représentés est égal à au moins 50% des membres de l'association.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale est convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, dans l'heure qui suit : cette assemblée peut cette fois délibérer quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés.

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 – Changements survenus dans l'administration, modifications apportées aux statuts

Le secrétaire général doit faire connaître dans les trois mois à la préfecture tous les changements survenus dans l'administration de l'association ainsi que toutes les modifications apportées aux statuts.

Ces modifications et changements sont consignés sur un registre spécial coté et paraphé par le préfet ou son délégué.

Le registre de l'ASCEE et ses pièces de comptabilité sont présentés sans être déplacés, sur toute réquisition du Préfet, à lui-même ou à son délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par lui.

Article 20 – Modifications de statuts

Aucune modification ne peut être apportée aux présents statuts qu'en assemblée générale extraordinaire sur l'initiative du comité directeur ou sur proposition d'au moins le quart des adhérents ; cette proposition étant adressée au moins deux mois avant la dite assemblée.

Toute proposition de modification des statuts doit être portée à la connaissance des adhérents au moins quinze (15) jours avant la réunion de l'assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet.

Cette assemblée doit réunir au moins un tiers des membres de l'association présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau sur le même ordre du jour, dès l'heure qui suit. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés.

Article 21 – Dissolution et dévolutions des biens

La dissolution de l'ASCEE ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet et comprenant au moins les deux tiers des adhérents, à jour de leur cotisation, chacun d'eux disposant d'une voix.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau sur le même ordre du jour, dès l'heure qui suit. Elle peut délibérer quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des trois quarts des membres présents.

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'ASCEE.

La dissolution n'est acquise qu'après attribution de l'actif net à la FNASCE.

La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture.

Article 22 – Formalités administratives

Le Président, au nom du bureau, est chargé d'effectuer à la préfecture les formalités de déclarations et de publications prévues à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901. En cas de modification dans la composition du bureau ou de transfert du siège social, il doit en aviser les services préfectoraux compétents, lesquels délivreront récépissé.

Les présents statuts ont été adoptés en assemblée générale extraordinaire tenue à Limoges le **jeudi 27 Mars 2014**.

Pour le comité directeur de l'association,

La Présidente



Christiane MARTIN

La Secrétaire Générale



Maïna QUARTIER